

Stratégie territoriale de la région Ile de France

Michel Vampouille

Je vais m'exprimer en tant que vice-président du Conseil Régional, mais j'aurai aussi quelques petites échappées personnelles présentant mes opinions. Avant de commencer, j'ai regardé la façon dont vous avez rédigé les thèmes de vos ateliers : ils sont tous sous forme d'interrogation. Je pense effectivement que nous sommes aujourd'hui dans une phase où il faut s'interroger sur l'ensemble de nos pratiques et les remettre toutes en cause pour différentes raisons que ce soit la mondialisation, le réchauffement climatique ou d'autres sujets. Nous sommes donc vraiment dans une période où sur la gestion aussi bien des espaces naturels, des enjeux agricoles que celle des jardins, tout doit être remis en cause. Cela ne veut pas dire qu'après nous changerons tout, mais tout doit pouvoir être remis en cause, puisque nous sommes là sur le développement durable. Je ne sais pas si ce que je vais dire va vous rassurer ou pas, mais aujourd'hui personne ne fait de développement durable, donc si vous avez le sentiment quelque fois de ne pas être encore complètement excellent, c'est normal.

L'empreinte écologique de la région Ile de France a été calculée, le nombre de terres nécessaires si l'ensemble de la planète vivait comme nous est de 3,4. Le bureau d'études qui l'a réalisé a fait ce chiffrage, un peu à la louche parce que nous n'avons pas toutes les données sur ces sujets. Tout ceux qui vous disent des choses très affirmatives vous mentent parce qu'on manque de beaucoup de données en définitive, mais c'est une évaluation qui a son intérêt. Les seules communautés qui font du développement durable sont les communautés cisterciennes, et ce n'est pas si sûr parce qu'elles ont quelques fois de gros véhicules pour emmener leur production agricole jusqu'au marché, elles consomment alors éventuellement beaucoup d'énergie. C'est dire qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire. On peut voir cela comme étant un peu pessimiste, mais on peut aussi le voir comme étant extrêmement passionnant. Nous avons effectivement beaucoup de choses à réinventer, et il n'y a pas de raison pour ne pas y arriver. En effet, sur beaucoup de sujets nous savons vers quoi il faudrait aller, mais comment le faire est à trouver. Les enjeux des espaces ouverts sont effectivement les bonnes questions qu'ils soient urbains, périurbains ou plus loin de la zone centrale de l'Ile de France. Dans la région Ile de France et non la région parisienne comme je l'entends encore quelques fois, nous avons plus de 50 % des espaces qui sont agricoles, à peu près 25 % forestiers, 2 à 3 % d'espaces vraiment naturels, en incluant le fleuve et les rivières.

Espaces ouverts et développement durable

Espaces ouverts et aménagement du territoire

C'est un des enjeux importants du schéma directeur dont la proposition a été votée par le Conseil Régional il y a quelques semaines. Ce schéma directeur va entrer en enquête publique, puis il y aura consultation des collectivités et éventuellement des évolutions. Il fait le choix d'une urbanisation plus concentrée avec notamment pour objectif de préserver les espaces agricoles, les espaces forestiers et les espaces naturels. L'intérêt d'une urbanisation plus concentrée est de réduire les consommations énergétiques globales de l'espace francilien pour deux raisons : plus l'habitat est vertical et plus il est performant d'un point de vue énergétique, et plus il est concentré et moins il y a de besoin de transport. Dans le schéma directeur, accessible sur le site Internet de la région, est réaffirmée la vocation agricole de l'Ile de France. Les enjeux économiques liés aux exploitations agricoles ou aux productions agricoles sont des enjeux économiques directs au sens le plus simple du terme économique, c'est-à-dire ce sont des ressources, des productions qui créent de la richesse.

Enjeux économiques veulent dire aussi que des hommes et des femmes doivent vivre de leur travail en assurant une production alimentaire à vocation internationale, nationale, voir locale pour les franciliens. Nous souhaitons développer cette dernière vocation.

Ces enjeux d'aménagement de l'espace agricole sont à bien gérer. En effet pour assurer la qualité de l'eau, par exemple, la forêt semble dans un premier temps plus efficace car sans les pollutions dues aux exploitations agricoles. Mais une forêt aujourd'hui gérée dans un espace périurbain avec un objectif d'ouverture au public coûte éventuellement plus cher à l'hectare que les subventions agricoles. Les exploitations qui ferment et peuvent être acquises par la collectivité locale pour être plantées en forêts et ouvertes au public, c'est une bonne idée parce qu'on a besoin d'espaces ouverts au public. Mais elle ne peut pas être généralisée parce que malgré tout les collectivités locales n'ont pas à financer le fonctionnement et l'entretien de l'ensemble de l'espace non construit en Ile de France. Les enjeux d'aménagement sont donc de gérer ces espaces en produisant des richesses de préférence vertueuses, j'y reviendrai un peu plus tard. D'autres enjeux de société et culturels viennent interférer avec ces enjeux d'aménagement, l'homme a besoin d'avoir des contacts avec des espaces qui ne soient pas simplement des espaces verts ou des espaces naturels mais aussi des espaces agricoles à vocation alimentaire.

Espaces ouverts et qualité de l'eau et de l'air

Dans les enjeux environnementaux, la qualité de l'eau des nappes souterraines, l'enjeu le plus souvent cité, continue à se dégrader de manière générale en Ile de France, notamment à cause des pratiques agricoles mais aussi des pratiques de gestion des espaces urbains. Malgré tout quand il y a une aggravation de la pollution de l'eau au fond de la Seine et Marne, ce ne sont pas massivement les espaces urbains qui sont responsables parce qu'ils sont assez rares même si on peut employer beaucoup de désherbants dans les petites communes.

L'enjeu de qualité de l'air est moins cité, mais les pratiques agricoles ont aussi des impacts sur la qualité de l'air. D'ailleurs, il y a beaucoup de fausses idées : une forêt de résineux produit de l'ozone en été, et éventuellement de la dioxine lorsqu'elle brûle, alors ça ne veut pas dire qu'il faut couper toutes les forêts pour ne plus jamais produire de dioxine. Il y a des enjeux sur la qualité de l'air et les pratiques agricoles quand même importants sans parler de la concentration énergétique des équipements agricoles.

Espaces ouverts et énergie

D'ailleurs, au sujet du débat sur les bioénergies et les biocarburants, sur les huiles végétales pures en particulier qui sont présentées comme la bonne idée quand on a un circuit court, c'est très satisfaisant pour l'exploitant agricole de presser son huile dans son hangar, la mettre dans ses moteurs, d'alimenter les véhicules des habitants ruraux qui l'entourent de cette production locale bien sympathique, mais simplement c'est extrêmement polluant. Ce n'est pas une surprise d'ailleurs : quand on regardait autrefois les lampes à huile, se dégageait une fumée pas très propre. Plus un carburant est compliqué plus il est polluant. Il se trouve que dans les engins agricoles, les tracteurs notamment, ce n'est pas très important car à la base ils ne sont pas très performants d'un point de vue qualité de l'air. Et donc quand on met un carburant de médiocre qualité ça ne change pas grand chose. En tout cas, c'est là que l'on voit que la réflexion sur le développement durable n'est pas aussi simple. Une idée qui peut paraître bonne si elle est mesurée, maîtrisée, peut continuer à l'être. En revanche si elle est généralisée, elle peut devenir extrêmement néfaste. Et je pensais aussi à ça quand je voyais ce week-end le désherbage thermique, je n'ai pas d'opinion très tranchée, c'est une des solutions très préconisées, notamment par des revues d'agriculture biologique, sauf qu'elle consomme de l'énergie généralement sous forme de gaz, et si c'était généralisé, quelle consommation d'énergie, et donc quelle émission à effet de serre seraient dues au désherbage thermique ? Je n'ai pas la réponse, mais en tout cas cette question doit se poser et sur l'ensemble des choix : aujourd'hui on ne doit pas réfléchir simplement sur le sujet, y compris les réflexions environnementales, sur lequel on est spécialiste mais aussi sur l'ensemble des thématiques de développement durable.

Quand on gère les eaux usées, on peut avoir comme objectif de rejeter de l'H₂O pure dans la nature mais on consommera peut-être des quantités d'énergie faramineuses pour y arriver. Est-ce qu'il vaut mieux de l'H₂O pure ou avoir un tout petit peu de pollution, un peu de phosphate ou de nitrate qui reste dans les eaux ? Ou vaut-il mieux dépenser des quantités d'énergie extrêmement importantes notamment d'éthanol, et donc éventuellement développer des cultures pour faire de l'éthanol qui ne sont pas forcément écologiquement extraordinaires ? Ces questions là sont assez peu posées, et sont extrêmement essentielles. Voilà toute une série d'enjeux environnementaux liés à la gestion de la région.

L'évolution des pratiques agricoles vers plus de diversité

Le deuxième point, c'est que les pratiques agricoles vont devoir évoluer. C'est aujourd'hui quelque chose dont chacun est conscient y compris dans le monde agricole, mais dans les discours officiels c'est rarement le cas. Cependant quand on discute en face à face avec la plupart des exploitants agricoles, ils savent bien que les pratiques vont devoir évoluer. De plus nous sommes dans un pays qui est au niveau européen celui qui bloque les évolutions et les pratiques plus agro-environnementales. Il y a beaucoup de raisons qui font que c'est plus difficile chez nous qu'ailleurs, on s'y est pris un peu plus tard que les autres. Ces pratiques vont devoir évoluer vers plus de qualité en réponse à la demande sociale forte qui devra être moins confuse. Les mêmes consommateurs qui veulent des produits de meilleure qualité, voir éventuellement bio, voudraient bien que toutes les pommes soient de la même taille, bien rouges, qu'elles brillent, qu'elles ne coûtent pas cher, et qu'il y en ait toute l'année. Donc la demande sociale, est forte mais extrêmement confuse. Et je conçois qu'il soit difficile aujourd'hui de décider ce que sera l'agriculture dans dix ou vingt ans. Mais en tout les cas cette demande est forte sur la qualité alimentaire, elle est forte sur les enjeux environnementaux, mais aussi avec des effets extrêmement pervers, notamment en Ile de France où les habitants des zones rurales sont des urbains qui vont vivre à la campagne. Je sais que dans le Parc naturel régional (Pnr) du Vexin où je suis également vice-président, nous avons eu plusieurs fois des réflexions d'habitants : les exploitants agricoles qui font les moissons au mois de juin quand il est tard et que les habitants voudraient profiter de leurs terrasses, que ça fait un peu de poussière et du bruit, c'est un sujet délicat. On ne parle pas des implantations d'éoliennes qui sont combattues par tous ces ruraux urbains.

Répondre à une demande diversifiée

Un besoin de diversification agricole pour un moindre impact mais aussi parce qu'il y a une diversification de la demande des franciliens. La Région a donc une attente concernant les espaces ruraux pour qu'ils apportent plus aux franciliens.

Des enjeux touristiques

La production agricole, c'est aussi des enjeux de tourisme de proximité. Pour ces 11,5 millions d'habitants, il y a des enjeux de tourisme de proximité extrêmement importants, et l'objectif de la région est de dire au francilien que s'ils veulent profiter d'espaces naturels de qualité, qui sont en plus des espaces avec un patrimoine culturel intéressant, il n'est pas nécessaire de prendre sa voiture pour faire 500 km, ou de prendre l'avion pour faire quelques milliers de kilomètres en émettant à chaque fois des gaz à effet de serre : on peut trouver en Ile de France des espaces à la fois liés à la culture, à la nature, à la gastronomie et à la production. C'est un enjeu important pour l'Ile de France mais aussi pour son bilan énergétique. C'est une perspective pour l'ensemble de l'espace rural d'Ile de France qui doit être prise en compte, qui se développe plus particulièrement dans les Pnr mais qui peut aussi se développer ailleurs.

Des enjeux d'aliments locaux

Un autre objectif pour la région est de réintroduire des productions locales de qualité avec une distribution locale même si on n'est pas sûr de savoir comment le mettre en œuvre. Il y a quand

même une demande importante, peut-être de 20 % de la population, et un certain nombre d'enquêtes le montre, qui est prête à payer un peu plus cher pour avoir des produits de qualité et des produits qui ne viennent pas de trop loin pour des questions de convictions écologiques. Il vaut mieux consommer une pomme qui vient d'Ile de France qu'une pomme d'Argentine qui a parcouru quelques milliers de kilomètres : elle a des chances d'être de meilleure qualité et a un impact écologique moindre. Mais encore une fois avec l'objectif d'avoir la meilleure évaluation écologique de ce que l'on fait.

Des enjeux de biomatériaux ou de bioénergies

Un exemple d'actualité, celui de l'éthanol qui est la plus mauvaise bioénergie. C'est celle qui consomme autant d'énergie pour être produite que celle qu'elle fournira dans un moteur, et c'est pourtant celle sur laquelle il y a la plus forte médiatisation pour des raisons non énergétiques, mais pour de nouveaux débouchés pour les producteurs de sucre menacés par les évolutions européennes (Que faire avec les betteraves ? De l'éthanol), ou des producteurs de blé qui savent bien que leurs exportations vont finir par ne plus être subventionnées par l'Europe. La réflexion sur les bioénergies ou biomatériaux doit être en fonction des caractéristiques locales ou en fonction des sols ou en fonction des débouchés locaux. Quelle est la meilleure utilisation quand on est par exemple la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise qui va construire une chaudière bois de 40 MW et va injecter 30% de bois dans une chaufferie qui fonctionne aujourd'hui au charbon ? Dans les espaces limitrophes, il serait plus intéressant de faire du bois pour la chaufferie que de faire du blé pour l'éthanol. Mais aujourd'hui ces réflexions ne sont pas menées, on s'engage sur des filières parce qu'on a détecté un enjeu économique réel, et non pas à cause d'une réflexion croisée entre les enjeux écologiques et économiques. Sur certains espaces où il y a des risques de lessivage des sols, les coulées de boue sont fréquentes en Ile de France, il vaut mieux planter des arbres pour empêcher ces coulées de boue et faire du bois énergie que de vouloir absolument mettre de la betterave sur des sillons dans le sens de la pente et favorable aux coulées de boue dès le premier orage. Ce genre de réflexions n'est pas mené et est à mener.

Des enjeux alimentaires mondiaux

Il y a aussi un enjeu à nourrir la France, l'Europe et même plus parce que nous sommes aujourd'hui devant un enjeu de changement climatique extrêmement fort. Les accidents climatiques vont se multiplier sans qu'on sache où, quand, comment, et de vastes territoires peuvent avoir une production avec une quantité extrêmement basse d'une année ou l'autre à cause d'accidents climatiques. Nous sommes devant un risque de perte de l'abondance agricole, y compris au niveau planétaire. Le niveau de besoin alimentaire sera-t-il inchangé ou consommera-t-on alors moins de viande ? Utilisera-t-on et gaspillera-t-on moins d'espace ? Serons-nous aussi en meilleure santé ? Ce changement de comportement permettra-t-il de nourrir plus d'habitants de la planète ?

Biodiversité

Le deuxième enjeu aussi important que le réchauffement climatique est la perte de biodiversité, la France comme les autres pays européens s'est engagée à mettre fin à la perte de biodiversité pour 2010. C'est dans trois ans, et on est sûr de ne pas y arriver, on y arrivera peut-être pour 2020. Comment lutter contre cette perte ? Dans la région, on a adopté une charte régionale de la biodiversité en 2003 et va adopter au mois de juin une stratégie régionale de biodiversité avec la création d'une agence régionale de la nature et de la biodiversité. On pense d'abord à tous les espaces dits naturels un peu sensibles, que ce soit les espaces naturels sensibles sous la responsabilité des départements, les réserves naturelles régionales, les espaces Natura 2000, les différents sites naturels qui peuvent être gérés par les Pnr. Ce sont aujourd'hui en termes d'emplois potentiels dans les métiers de la gestion des espaces, des lieux qui seront forcément en croissance puisque pour Natura 2000, même si la France a été longtemps en retard, la superficie est à la taille de ce que l'Europe demande. En termes d'objectif et de gestion des espaces, nous en sommes

encore aux balbutiements, aujourd'hui il y a un besoin fort de compétences et de moyens humains sur ces espaces là. Ce sont aussi l'ensemble des espaces ordinaires : les espaces verts, les espaces au bord des infrastructures, les berges des fleuves et rivières, avec là aussi une nécessité de réviser les pratiques : comment faire en sorte que la gestion de ces espaces permettent une meilleure biodiversité et une réduction des pollutions ? Je crois que c'est l'ensemble des villes du Québec qui ont ou vont interdire progressivement dans les 4/5 ans l'utilisation des pesticides dans la gestion des espaces urbains. En France, nous n'en sommes pas tout à fait là, même s'il y a quelques projets qui avancent, en Ile de France notamment en Seine et Marne, mais aussi avec un accord signé avec de nombreux partenaires sur la gestion d'espaces urbains dans les communes de l'Essonne. Comment gérer ou comment planter différemment des espaces verts ou des espaces publics ? Par exemple des associations d'apiculteurs interviennent en permanence pour demander que l'on plante plus d'espèces mellifères parce qu'il manque d'abeilles. Par ailleurs les abeilles se portent plutôt mieux en ville qu'à la campagne, donc autant en profiter. Elles ont une meilleure productivité quand on met des ruches à Paris que quand on met des ruches à la campagne. Ce qui pose une question intéressante : pourquoi les abeilles se portent mieux en ville ? Peut-être parce qu'il fait un peu plus doux, parce qu'elles ont moins de prédateurs, mais je ne suis pas sûr que ce soit la seule réponse et si on arrivait à comprendre pourquoi, ce serait extrêmement important, d'où la nécessité de faire comprendre aux urbains que la nature doit être gérée à 90% ou même 98 %. Je suis assez favorable à ce qu'un certain nombre d'espaces en Ile de France redeviennent complètement naturels, qu'on puisse laisser un certain nombre de superficies forestières, ou d'espaces humides pour redevenir presque à l'état de nature, mais il faudra quelques siècles. En tout cas majoritairement, les espaces sont gérés et qu'il faut donc se préoccuper de la nature pour le moment.

La gestion de la biodiversité passe aussi par une volonté de végétaliser la ville, ce qui concourrait à une meilleure gestion de l'eau en ville, allant jusqu'à des espaces humides en ville, comme le font les allemands. Le changement climatique va aussi nous poser de nouveaux enjeux, notamment dans les choix des espèces et des variétés qui vont devoir à la fois résister au changement climatique et améliorer la biodiversité.

Devant cette diversité de questions à aborder et la multiplicité des solutions à maîtriser, le besoin en formation est immense et permanent. Il nous faut donc remuscler notre offre de formation continue tout en diversifiant notre offre de formation initiale. L'enjeu formation principal sera, pour répondre à toutes ces interrogations présentées, de permettre aux acteurs de cette gestion différenciée des espaces ouverts de mieux communiquer avec les publics. En effet, ces enjeux sont compliqués mais les messages doivent rester clairs en évitant les fausses bonnes idées !